

Bureau de l'environnement et du
cadre de vie

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral mettant en demeure le Groupement des Usagers de l'Abattoir d'Ussel de respecter les prescriptions techniques, et portant mesure d'urgence (n° AIOT : 0051900510)

Le préfet de la Corrèze,
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 15 janvier 2025 portant nomination de M. Vincent BERTON, préfet de la Corrèze ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 avril 2004 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous « les rubriques n° 2210 et 3641 » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2010 autorisant l'exploitation d'une activité d'abattage d'animaux ;

Vu le signalement porté à la connaissance de l'inspection des installations classées par les agents du service vétérinaire d'inspection le 26 février 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 06 mars 2026 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 mars 2026 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, le 18 mars 2026, annexé au rapport d'inspection, avec une phase contradictoire rapportée à 48 heures au regard des enjeux environnementaux ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant à l'occasion de la phase contradictoire ;

Considérant que le Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel est autorisé à exploiter un site d'abattage d'animaux en vertu de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le 26 février 2026 il est constaté un écoulement important de sang dans le canal de sortie de la station de pré-traitement de l'abattoir exploité par le Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel ;

Considérant que le sang issu d'abattage est classé en sous-produits animaux de catégorie 3, il doit faire l'objet d'une collecte et d'une élimination vers une filière spécialisée ;

Considérant qu'une importante partie du sang des ovins notamment issu de l'abattage n'est pas collecté et stocké dans une cuve prévue à cet effet ;

Considérant que le volume important de sang non collecté amène à modifier la couleur et l'aspect des effluents issus de la station de pré-traitement à destination de la station d'épuration de la commune ;

Considérant qu'il convient de prescrire en urgence l'arrêt du déversement de sang dans les eaux usées ;

Considérant que le déversement sus-mentionné est de nature à porter atteintes aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que des mesures doivent être prises dans des délais très courts, la phase contradictoire en est ainsi réduite ;

Sur proposition du directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze.

ARRÊTE :

Article 1^{er} –

Le Groupement d'Usagers de l'Abattoir d'Ussel SIRET : 30547727500013, (n° AIOT : 0051900510) implantée rue du moulin du Peuch sur la commune d'Ussel 19200 est mise en demeure de respecter les dispositions des prescriptions mentionnées aux articles ci-dessous.

Article 2 –

Dés notification du présent arrêté, l'exploitant cesse tout rejet de sang dans le réseau des eaux usées à l'exception du seul minimum non maîtrisable.

L'exploitant prend toutes les dispositions adaptées pour faire cesser ces déversements et fera connaître à l'inspection les mesures prises.

Article 3 -

L'exploitant transmettra **sous 7 jours** un rapport détaillant les causes de ces non-conformités et les moyens mis en œuvre pour la remise en conformité, accompagné d'un calendrier de réalisation.

Article 4 -

Le programme de surveillance des rejets prévu à l'article 42 de l'arrêté préfectoral du 5 août 2010 est modifié dans les conditions suivantes :

– L'exploitant doit pendant **une période de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté et de façon bimensuelle** faire réaliser les prélèvements et les analyses sur les effluents en sortie de la station de pré-traitement par un laboratoire agréé.

Un calendrier prévisionnel sera porté à la connaissance de l'inspection des installations classées **sous 8 jours à compter de la notification de l'arrêté**, pour validation avant sa mise en œuvre.

Ces dispositions ne se substituent pas à la réalisation d'éventuels contrôles inopinés qui pourraient être diligentés par l'administration aux frais de l'exploitant.

À l'issue de cette période et au regard des résultats, l'inspection des installations classées pourra prescrire une nouvelle période d'analyses ou un retour aux prescriptions de l'arrêté d'autorisation sus-visé.

Article 5 –

L'exploitant doit sous 7 jours à compter de la notification de l'arrêté, transmettre à l'inspection des installations classées un protocole de nettoyage et de gestion des outils. Et s'assurer de la diffusion et de l'application auprès de ses opérateurs.

L'exploitant doit également mettre en place un protocole d'information de l'inspection des installations classées en cas d'accident ou d'incident sur son installation susceptible d'engendrer une modification des conditions d'exploitation de l'activité.

Article 6 –

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, auprès du tribunal administratif de Limoges, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr ».

Article 7 –

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Corrèze pendant une durée minimale de deux mois.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de la Corrèze,
- Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement d'Ussel,
- Monsieur le directeur départemental de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations de la Corrèze,
- Monsieur le directeur départemental des territoires au titre de la loi sur l'eau,
- Monsieur le maire d'Ussel ;

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Tulle, le 02 avril 2026

Le préfet

Vincent BERTON